

## PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>   | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p><b>Commentaires :</b> La fraude fiscale représente jusqu'à 60 milliards € par an ! Les impôts sont la première source de financement de l'ensemble des politiques notamment nos politiques sociales.</p> <p>Il est de notre devoir en tant que citoyen et encore plus en tant que parlementaires de porter au niveau Français et Européen, sans oublier l'internationale à terme, une harmonisation forte des politiques fiscales afin de lutter contre les évasions et les fraudes qui affecte TOUS les citoyens qu'ils soient Français ou d'ailleurs par ces mécanismes !</p> <p>Enfin les sanctions ne sont toujours pas adaptées. Il faut que nous portions une réforme profonde du système de sanction afin de décourager toute fraude, tant que la sanction coûtera moins que le bénéfice de la fraude celle-ci existera.</p> |  |

## PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>   | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p><b>Commentaires :</b> L'impôt doit être juste et équitable. Il nous faut engager une véritable réflexion de fond et repensée totalement notre système d'imposition afin que chacun paye ça juste part. Cela au niveau Français et surtout Européen.</p> |  |

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>   | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires : L'Aide Publique au Développement est un investissement indispensable pour notre pays. La France doit être un exemple pour l'Europe et le monde à ce sujet. Le pays des Droits de l'Homme ne doit plus se permettre de rogner sur des budgets qui favorisent le développement humain des pays les plus pauvres.</p> |  |

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>   | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires : Il y a urgence à séparer les activités bancaires, surtout lorsque nous sommes l'un des derniers pays au monde à pratiquer ce système ! La Taxe sur les Transactions Financières doit être appliquée et entendue à tous types de transactions. Nous sommes dans la dernière ligne droite et je serais extrêmement vigilant pour faire en sorte que nous franchissions le pas.</p> |  |

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>  | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|---|--|
| <p>Commentaires : L'aide au développement doit être envoyée là où elle est nécessaire pour les peuples et les citoyens du monde. Il y a par ce biais un formidable mécanisme qui nous permettra d'aider à la mise en œuvre de l'accord de Paris en finançant les pays les plus pauvres dans un objectif de réduction de la hausse des températures notamment.</p> |  |

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>   | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires : Les énergies renouvelables sont un formidable vecteur d'emploi productif. Un emploi productif créant 4 emplois de service, il y a ici un mécanisme à la fois social et environnemental qui nous permettra de réduire le chômage et d'opérer une véritable transition écologique.<br/>Le charbon était l'énergie de la 1<sup>er</sup> révolution industrielle, faisons de l'énergie Renouvelable, l'énergie de la 3<sup>e</sup> révolution industrielle !</p> |  |

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>   | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires : Le bio carburant pourrait être un carburant d'avenir. Les conditions actuelles, cependant, sont très loin de répondre aux exigences qu'implique une telle dénomination, notamment à la consommation d'eau. Une étude d'impact global doit être menée afin de bien cerner les objectifs et les conséquences. L'agriculture a vocation à nourrir les peuples, une agriculture raisonné et raisonnable ne doit pas être tournée vers la mono-culture qui plus est si elle devient responsable de déforestations, de pollution, et ne permet pas d'atteindre un objectif de développement durable.</p> |  |

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

| JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/> |
|--|--|
| <p>Commentaires :</p>                        |  |

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

| <b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>  | <b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/> |
|--|---|
| <p>Commentaires : J'émetts une réserve sur la proposition. L'idée doit être défendue, mais la France ne signera pas la déclaration sur les droits autochtones. Ceci impliquerait pour nous une menace à l'unité républicaine telle que défendu par notre constitution et la reconnaissance d'une Nation une et indivisible</p> |   |

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

| <b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>   | <b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/> |
|---|---|
| <p>Commentaires : Le développement durable passe par une refonte de notre agriculture. Nos agriculteurs l'ont bien compris. Le modèle des circuits courts, du maraîchage ou encore des SCOP ne sont que quelques exemples qui doivent être soutenus, entretenus et développés. C'est un changement de nos mécanismes de consommation et de production qui nous permettra d'avancer pleinement sur ce point.</p> |   |

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Commentaires : Il s'agit là d'un point essentiel de mon programme ! C'est une priorité pour moi, la France est une terre d'accueil et le pays des Droits de l'Homme doit avoir le courage et l'accueil digne de son héritage et de sa place dans le monde !

## PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Commentaires : Le droit d'asile est un principe humaniste, que je porte depuis toujours. Il faut faire en sorte que toutes les personnes ; en danger de mort rappelons le, puissent bénéficier d'une protection et ne dépendent d'un pays qui prend de plus en plus de « libertés » avec les droits fondamentaux.

## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

|   |   |
|---|---|
| <b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>   | <b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/> |
| <p>Commentaires : Il y a là un des premiers sujets qui pourraient faire de l'Europe un moteur mondial dans le développement humain et la protection des droits fondamentaux</p> |   |

## PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

|   |   |
|---|---|
| <b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>   | <b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/> |
| <p>Commentaires : Nous avons un système de protection sociale envié dans le monde entier. Il est temps que la France n'accepte plus que nous nous permettions à l'étranger ce que nous condamnons et combattons en France depuis le 19e siècle.</p> |   |

# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

| <b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>   | <b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/> |
|---|---|
| <p>Commentaires : Les droits des Femmes et les Droits de l'Homme sont indissociables. Liberté, Égalité et Fraternité implique bien que malgré son appellation de droit de l'Homme, il s'agit de l'ensemble des droits humains qui doivent être protégés, préservés et surtout étendus partout où ils ne sont pas appliqués.</p> |   |

|   |   |
|---|---|
| <p>En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.</p> |   |
| <p><b>Nom :</b> DORTHE</p> <p><b>Prénom :</b> Philippe</p> <p><b>Département :</b><br/>Gironde</p> <p><b>Étiquette politique :</b><br/>Parti Socialiste</p>   | <p><b>Date :</b> 27/05/2017</p> <p><b>Signature :</b></p> |